FONDS F. ZELLER

15, passage Dubail, Paris
ABONNEMENTS
France, 1 an ..... 22 fr.
— 6 mois .... 11 fr.
Etranger, 1 an ..... 40 fr.
— 6 mois ..... 20 fr.
Compte Chèque Postal
Bardin Alfred
N° 1907-81, Paris

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !

La Lutte Ouvrière

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste
(Bolchévick-Léniniste) - Section Française de la 4e Internationale

2e ANNEE. — N° 30. — LE NUMERO : 50 CENTIMES.
VENDREDI 9 AVRIL 1937

Les ouvriers de Lyon ont voulu faire appliquer les 40 heures. Ils trouvent contre eux : les fascistes, les radicaux, leur direction de F.P.

Il faut une direction révolutionnaire

A l'Unité contre la REVOLUTION ! Opposons L'Unité pour la REVOLUTION !

La montée révolutionnaire s'accentue dans le monde. Après les grèves de juin, et l'héroïque révolution espagnole, voici les grèves de masse des Etats-Unis, de l'Angleterre, la poussée plus sourde, mais non moins profonde, des masses soviétiques qui se discerne aux craquements qu'elle détermine dans l'appareil stalinien, l'opposition grandissante en Allemagne, en Italie...

C'est clair : nous avons devant nous la révolution mondiale.

En France, après la montée de juin, l'offensive patronale facilitée par les banqueroutiers et capitulards de la direction du Front Populaire, nous place devant la perspective d'une succession d'explosions de masse, à l'occasion de laquelle cette direction honteuse sera contre les ouvriers.

Chaque jour en apporte un témoignage irréfutable, le plus récent est cette magnifique grève générale des travailleurs de l'électricité de Lyon, aussitôt désavouée par la direction syndicale. Dans ces conditions, la réalisation de l'unité organique, P.S.P.C., dont se réjouissent si fort par avance le Popu et l'Huma, ne peut que signifier l'unité des banqueroutiers pour dissimuler leur banqueroute et tenter de juguler l'effort révolutionnaire des masses.

Le mot d'ordre central de cette unité a été lancé par Staline « Ecraser les trotskystes ! ». Ce qui veut dire : exterminons les révolutionnaires en U.R.S.S. et dans le monde. Ce qui a été traduit par la direction S.F.I.O., débarrassons-nous par des méthodes radicales de tous ceux qui ont le mot de révolution à la bouche.

La tâche des révolutionnaires découle en ligne directe d'une telle situation, et d'une telle attitude des directions stalino-réformistes.

Il faut à une étape plus avancée que celle que nous avons franchie, nous autres b.l. et J.S.R., rassembler et forger les éléments de l'avant-garde ouvrière, de la nouvelle Internationale, de la quatrième Internationale. Les nécessités objectives sont implacables! Malheur à ces soi-disant « révolutionnaires » qui les méconnaissent. Leur rôle ne peut être que celui d'instrument conscient ou non, des chefs d'union sacrée et de faillite.

Pivert en arrive à accepter par avance toutes les exclusions et toutes les répressions pourvu qu'elles prennent un caractère disciplinaire. Il veut même, en outre, accepter de taire les responsabilités concrètes des traitres et des assassins, pourvu qu'on lui accorde un débat académique. Il va au devant des désirs de la bureaucratie, la corde au cou. Mais la logique rigoureuse de la répression staliniste, sous laquelle se modèle de plus en plus, le réformisme, veut que les capitulards ne soient pas moins frappés que les révolutionnaires...

La leçon de Creil est que la capitulation elle-même ne sauve pas de la fureur « des ennemis ». Elle démoralise et divise simplement « les amis ».

C'est pourquoi le mot d'ordre des militants des J.S., du P.S., des J.C., du P.C., qui veulent persévérer dans la voie de la révolution et de la lutte de classe, doit être « A bas la capitulation ! Levons le drapeau du nouveau parti révolutionnaire et de la nouvelle Internationale. »

Les militants du mouvement pour la quatrième Internationale qui ont déjà à une première étape, forgé les premiers cadres leur disent « Nous vous tendons la main, voici notre programme. Avec vous, construisons la direction révolutionnaire, indispensable au prolétariat pour vaincre. » Tel sera le sens de la prochaine lettre ouverte du P.O.I. pour le Parti révolutionnaire. A l'unité pour l'union sacrée, nous opposons l'unité pour la révolution ! Cette unité que veut et que fera la IVe Internationale !

« Renoncer à soutenir les armées républicaines, seulls peuvent le faire les poltrons et les traîtres, agents du fascisme. Le devoir élémentaire de tout révolutionnaire est de lutter contre les bandes de Franco, de Mussolini et d'Hitler. »

Léon TROTSKY.

Pour un Premier Mai de lutte de classes !

L'offensive patronale bat son plein, contre les conquêtes de juin, dévorées par les gros capitalistes, utilisant les capitulations du Front populaire. Les patrons par leurs agents fascistes et radicaux, veulent empêcher l'application complète des 40 heures, le renouvellement des contrats collectifs.

Du « Jour » à « l'Ere Nouvelle » de M. Herriot, on protège les jaunes et les fascistes contre les ouvriers !

MM. les chefs socialistes et communistes, les chefs de la C.G.T., capitulent complètement, malgré des phrases, devant la réaction et les radicaux.

Il faut par la préparation d'un 1er mai de lutte de classe, opérer un redressement hardi.

Le P.O.I. propose le rassemblement de tous les ouvriers révolutionnaires sur les mots d'ordre suivants de son programme d'action :

1. Il faut briser le blocus qui étrangle la révolution espagnole et favorise Franco, Mussolini et Hitler, par l'action de masse dans la rue, par la grève !

2. Il faut imposer le renouvellement des contrats collectifs, le contrôle sur l'embauche et la débauche, l'échelle mobile des salaires, , en se mobilisant par congrès de délégués, en unifiant les efforts par branche d'industrie et en préparant l'occupation de masse.

3. Contre les fascistes, comités d'action dans les usines, les administrations, l'armée, pour chasser et révoquer les cadres fascistes ! Milice ouvrière et paysanne !

4. Dans les comités d'usine, de quartier, de paysans, de soldats, forgeons la véritable alliance des ouvriers et des classes moyennes, qui préparera le gouvernement ouvrier et paysan, qui expropriera les 200 familles et assurera ainsi le bien-être, le pain, la paix et la liberté à tous les travailleurs de l'usine, du bureau, des champs, du commerce et de l'armée.

A BAS LES FASCISTES ET LES CAPITALISTES !

A BAS LES CHEFS RADICAUX !

VIVE LE PREMIER MAI DE LUTTE DE CLASSE !

On nous communique :

Après les exclusions qui viennent d'être prononcées par la bureaucratie réformiste S.F.I.O. et après la dissolution de l'Entente des J.S. de la Seine un certain nombre de camarades n'acceptant pas la capitulation pure et simple devant le gouvernement ont décidé de se regrouper dans chaque arrondissement et localité de banlieue dans les GROUPES D'UNITE REVOLUTIONNAIRE. Devant l'effondrement des dirigeants de la Gauche Révolutionnaire et afin de résister à l'éparpillement de nos forces, nous pensons qu'il est urgent de sonner le ralliement de tous les J. S. qui veulent continuer la lutte.

Nous avons élaboré une charte qui sera incessamment rendue publique et que nous confronterons avec la charte proposée par le Comité central des J.S.R. en vue de la fusion avec la J. S. R.

Dès que chaque GROUPE D'UNITE REVOLUTIONNAIRE sera constitué il devra, immédiatement se mettre en rapport avec la cellule J.S.R. correspondante et se réunir avec elle pour discuter des questions politiques et des modalités pratiques de la fusion et agir en commun.

Le Congrès national de fusion entre les G.U.R. et la J.S.R. est fixé en principe pour la Pentecôte et aura lieu à Paris.

Vive l'Unité révolutionnaire sous le drapeau de Lénine, Liebknecht et Rosa Luxembourg !

Pour le G.U.R.
J. TESSIER et Yvonne FILLIATRE
exclus des Jeunesses Socialistes.

Pour tous renseignements écrire à TESSIER, 7, rue Joseph-Méry, Courbevoie. Permanence tous les soirs de 18 à 20 heures, 169, rue du Temple.

RIEN contre les assassins ! LA PRISON pour les victimes !

M. Dormoy responsable hiérarchique des assassinats de Clichy a eu le culot dans son discours de Lille, de conseiller aux ouvriers d'éviter la violence et de refaire « la santé morale » du pays.

Que MM. les assassins commencent !

Mais en attendant Blum-Dormoy-Ruecart maintiennent en prison trois ouvriers coupables de ne s'être pas laissés assassiner, ils s'apprêtent à traduire les autres en correctionnelle. *Dix inculpés !*

Imposons par des meetings de masse, des manifestations, par la préparation d'un Premier Mai de combat, l'arrêt des poursuites contre les ouvriers, et les sanctions contre les flics assassins!

LE FAIT de la semaine

Bravo les Métallos de chez Lioré

Les ouvriers de chez Lioré et Olivier viennent de donner un rude exemple aux ouvriers de ce pays. Spontanément au lendemain des événements de Clichy, ils chassaient 28 fascistes de l'usine. Le geste au même moment était repris comme nous l'avons indiqué alors par toute une série d'entreprises. Réaction saine qui se heurta aux directions stalinienne et réformiste de la C. G. T. qui non seulement ne développèrent pas le mouvement en le centrant sur la revendication capitale du contrôle et l'embauche et de la débauche *mais encore blâmèrent les délégués en ayant pris l'initiative. Ses bureaucrates n'en restèrent pas là. Aux côtés du gouvernement ils imposèrent la réintégration des fascistes ! (Chausson à Asnières, Laffly, etc). Lorsque la résistance des ouvriers se trouva trop forte on laissa les patrons lockouter les boîtes.*

Lire la suite page 2.

Après Creil, 22 exclus

Une seule voie La IVe Internationale

Comme nous l'avions prévu dans le dernier numéro de La Lutte Ouvrière, *malgré les déclarations de fidélité à la politique de la S.F.I.O., et l'affirmation des dirigeants de la gauche des J.S. de respecter la discipline du Parti, la bureaucratie réformiste a frappé sans pitié. Le Comité national mixte des Jeunesses socialistes se servant de la motion de Lagorgette sous-chef de cabinet de Paul Faure, a pris la décision de dissoudre l'Entente des J.S. de la Seine, d'exclure 22 membres de la Commission exécutive ainsi que le secrétaire fédéral de la Gironde.*

Ces faits prouvent dans toute leur brutalité que l'heure n'est plus pour les révolutionnaires conséquents de persister à vouloir s'accrocher à la social-démocratie.

Plus le gouvernement « à direction socialiste » s'enfonce dans la préparation matérielle et morale à la guerre et plus il écrase, il baillonne les révolutionnaires qui sont dans ses rangs.

Ces gens qui au gouvernement ont été incapables d'emprisonner les La Rocque et les Doriot et de dissoudre les ligues fascistes prononcent l'exclusion de 23 militants des Jeunesses socialistes et réalisent la dissolution de l'Entente des J. S. de la Seine.

Après les fusillades des mineurs tunisiens de Metlaoui, des travailleurs de Clichy voilà le bouquet !

Les J. S. exclus organisaient lundi dernier une assemblée d'information où trois grands courants se manifestèrent.

D'abord celui de Lalande proposant purement et simplement la capitulation devant la bureaucratie.

Ensuite celui de Weitz qui demanda aux Jeunes d'entrer dans le Parti socialiste pour mener la lutte et former une « université populaire de la jeunesse ». Cette position en réalité est à contre-sens car le conseil national S.F.I.O. convoqué pour le 28 avril exclura du Parti les exclus des J.S.

Enfin le courant défendu par Tessier est le seul qui soit progressif en ce sens qu'il demande de ne pas s'agenouiller devant Blum et de mener la lutte sans répit. Ce courant se prononce pour la fusion avec la Jeunesse socialiste révolutionnaire.

A ces jeunes camarades qui repoussent du pied la capitulation et qui comprennent la nécessité de travailler étroitement avec nous nous tendons fraternellement les mains.

Avec eux nous voulons faire un pas en avant dans la voie du regroupement de l'avant-garde sur les principes du marxisme révolutionnaire.

Sous la pression des faits, les 3.000 adhérents des J.S. de la Seine trompés, traqués et trahis, déçus et écœurés s'éparpillent et se dispersent aux quatre vents, alors que la J.S.R. numériquement plus faible, apparait aux yeux des plus avertis comme un bloc homogène et cohérent qui a résisté à tous les assauts les plus durs comme aux calomnies les plus perfides et qui, sûre de ses principes et de l'avenir, sonne le rassemblement des jeunes travailleurs sous le drapeau sans tache de la IVe Internationale !

Fred ZELLER.

Dissolution par les milices ouvrières

Larocque a déjà été dissout. Il était déjà sorti renforcé de cette comédie, et des foudres en carton-pâte de la légalité bourgeoise.

Renvoyé en correctionnelle, il risque nous dit-on le sursis et une amende (alors qu'il y a à peine quelques jours un militant de notre parti, Lardinois a tiré 2 mois de prison à la Santé pour avoir cassé la gueule à un fasciste, alors que sont en prison trois camarades de Clichy). C'est pourquoi il déclare : « Je m'en balance ! »

Et Kérillis explique avec satisfaction que le gouvernement a ainsi créé « les conditions psychologiques et matérielles favorables à un fascisme français ». MM. les radicaux, bien entendu, défendent les fascistes !

Mille fois criminels, sont dans ces conditions les chefs socialistes et communistes, qui se bornent à répéter malgré les soufflets de l'expérience: « Dissolution ! dissolution ! »

Ces gens là préfèrent nous traiter de « provocateurs » parce que nous préconisons, conformément à notre programme d'action, le seul moyen de dissolution efficace : *la Milice ouvrière et paysanne.*

Spontanément dans les usines, les masses ont fait en chassant les cadres réactionnaires et fascistes, du trotskysme sans le savoir. De même malgré les traîtres, *elles forgeront leurs milices ouvrières et paysannes !*

Pour les 10.000 francs

★ ★

Les 5.000 fr .sont atteints et dépassés !

Nous constatons une progression très nette cette semaine et un effort remarquable des camarades. La souscription cette semaine s'élève à :

697 fr. 50

Total des listes précédentes	4.464	»
Souscription David	28	»
« Vive Trotsky ! »	4	50
« Vive la 4e Internationale ! »	30	»
Une vendeuse de Lanoma ..	10	»
Trolli de St-Benoîs-de-Carm.	20	»
Colombes	8	»
Un groupe de camarades de Courbevoie	21	»
Un sympathis. d'Angleterre	50	»
Vive la J. S. R. et le P. O. I. (A. R. de Rennes)	30	»
F. C. de Carhaix (Finistère)	35	»
Camarade Cristoffe	100	»
Camarade Sabas	50	»
Un médecin trotskyste ....—	194	»
8 camarades de Valence	28	»
René A.	50	»
Bienvenu (Argenteuil)	10	»
14e cellule	9	»
15e cellule	20	»
Total général	**5.161**	**50**

Rectification : la semaine dernière la 15e cellule avait versé **55 francs** et non 1 fr.

Souscrivez !

Camarades, devant la répression la plus impitoyable, notre voix doit se faire entendre plus que jamais ; il ne faut pas que par une négligence criminelle **La Lutte** qui est poursuivie pour la 6e fois par le gouvernement à « direction socialiste » disparaisse !

SUR UNE INTERVIEW D'ANDRE MALRAUX,

Déclaration de L. TROTSKY

L'interview d'André Malraux dans **El Nacional** sur l'Espagne, la France, les procès de Moscou, et André Gide, a un caractère entièrement officiel, de même que son voyage à New-York, ainsi qu'on peut le supposer.

Lorsque Malraux rend hommage au courage et à la politique perspicace du gouvernement du Président Cardenas vis-à-vis de la révolution espagnole, je n'ai certainement aucune objection à faire sur ce point. Je ne peux qu'exprimer mon regret que l'initiative du Mexique n'ait trouvé aucun appui. Les dures paroles concernant Léon Blum ont un caractère beaucoup plus équivoque. Ce n'est pas à moi de le défendre. Mais dans toutes les questions qui concernent l'Espagne, Staline a suivi et continue à suivre une politique semblable tout à fait à celle de Blum. Il semble que la responsabilité pour les conséquences de cette politique que l'on mène à Moscou soit faite pour retomber seulement sur Blum. Cependant, la mission de Malraux ne consiste pas en une clarification de ces questions. Comme d'autres diplomates, et surtout les « officieux », Malraux parle le moins possible de ce qui l'intéresse le plus.

New-York est maintenant le centre du mouvement pour la révision des procès de Moscou. C'est, soit dit en passant, le seul moyen de prévenir de nouveaux assassinats judiciaires. Il n'est pas nécessaire d'expliquer combien ce mouvement alarme les organisateurs des amalgames de Moscou. Ils sont prêts à recourir à n'importe quelle mesure pour arrêter ce mouvement. Le voyage de Malraux est une de ces mesures.

En 1926, Malraux se trouvait en Chine au service du Comintern-Kuomintang, et il est l'un de ceux qui portent la responsabilité de l'étranglement de la révolution chinoise. Dans ses deux romans, Malraux, sans le vouloir, a donné un tableau révélateur de la politique du Comintern en Chine. Mais il ne sut pas comment tirer les conclusions nécessaires de ses propres expériences.

Malraux, comme André Gide, fait partie des amis de l'U.R.S.S. Mais il y a une énorme différence entre eux, et pas seulement dans l'envergure du talent. André Gide est un caractère absolument indépendant, qui possède une très grande perspicacité et une honnêteté intellectuelle qui lui permet d'appeler chaque chose par son nom véritable. Sans cette perspicacité, on peut balbutier sur la révolution, mais non la servir.

Malraux, au contraire de Gide, est organiquement incapable d'indépendance morale. Ses romans sont tous imprégnés d'héroïsme, mais lui-même ne possède pas cette qualité au moindre degré. Il est officieux de naissance. A New-York, il lance un appel à oublier tout, sauf la révolution espagnole. L'intérêt pour la révolution espagnole, cependant, n'empêche pas Staline d'exterminer des dizaines de vieux révolutionnaires. Malraux lui-même, quitta l'Espagne pour mener aux Etats-Unis une campagne de défense du travail judiciaire de Staline-Vichinsky. A cela il faut ajouter que la politique du Comintern en Espagne reflète complètement la politique fatale de celui-ci en Chine. Telle est la vérité sans voiles.

N.D.L.R. — Cette déclaration précédait l'article « Questions concrètes à M. Malraux », publié dans notre avant-dernier numéro.

Une réconciliation Hitler-Staline ?

Malgré les coups de gueule diplomatiques, les relations réelles, c'est-à-dire économiques, entre la bureaucratie de Staline, et celles d'Hitler et du Mikado, n'ont jamais cessé d'être excellentes.

C'est ainsi par exemple que le Japon est le principal client de l'U.R.S.S. pour la fonte (357.862 tonnes).

On parle beaucoup au pays du Mikado d'inaugurer une politique officielle d'amitié avec Staline.

En ce qui concerne l'Allemagne hitlérienne, elle occupe la deuxième place dans les statistiques de Moscou, pour la valeur des échanges, avec 429 millions de roubles.

D'autre part ,on fait remarquer que Staline s'est rétiré presque intégralement des affaires d'Espagne, où il avait d'ailleurs aidé assez tard et assez peu « les gouvernementaux ».

Nous posons simplement la question pour l'instant :

Staline va-t-il se réconcilier officiellement avec Hitler et le Mikado ?

J. S. R. (région parisienne) — GROUPE D'UNITÉ RÉVOLUTIONNAIRE DES JEUNESSES SOCIALISTES

ASSEMBLÉE D'INFORMATION COMMUNE

Après les exclusions prononcées par les dirigeants réformistes de la S. F. I. O.
Après la dissolution de l'Entente des J. S. de la Seine.

POUR L'UNITE REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE.
POUR LA FUSION DES JEUNESSES SOCIALISTES DE LA SEINE AVEC LA J. S. R.
POUR LA LUTTE SOUS LE DRAPEAU DE LA IVe INTERNATIONALE.

Dimanche 18 Avril 1937

A 14 h. 30, SALLE DE L'HOMME ARMÉ, 44, RUE DES ARCHIVES.

Zeller du Comité Central des J. S. R.

Tessier Membre de la C. E. des J. S. de la Seine. exclu.

Rousset du Comité Central du P. O. I.

Hic du Comité Central des J. S. R.

Les jeunes antifascistes munis de la carte de leur organisation pourront entrer.

LES LUTTES INTERNATIONALES

La vérité sur la situation en Espagne

La crise catalane continuera jusqu'au gouvernement des comités !

La crise catalane paraît momentanément résolue sur le plan parlementaire, en réalité elle est plus accusée que jamais.

Aucun des motifs fondamentaux de l'opposition de la masse ouvrière n'a été tranché : la collaboration avec la bourgeoisie catalane, la politique économique des staliniens centrée sur le rétablissement du capitalisme, et en conséquence l'inaction absolue sur le plan militaire, les ouvriers continuent à être contraints de donner 25 p. 100 de leurs salaires, etc.

La seule voie sérieuse pour résoudre la crise consistant à chasser les bourgeois catalans, à opérer le rassemblement sur le plan prolétarien, le front unique anarchiste-poum, la réinstauration des comités. Loin de suivre une telle voie les sommets anarchistes se sont efforcés de résoudre parlementairement le conflit. Ils ont manifesté une certaine intransigeance pour aboutir à un portefeuille de plus que les staliniens. D'après les dernières informations il semblerait que le gouvernement comprenne : deux représentants de la C.N.T., un représentant de l'U.G.T.; un représentant des rabassaires et le reste à la gauche catalane. C'est-à-dire que la bourgeoisie utilise à fond l'abandon politique des directions ouvrières pour renforcer ses positions. C'est la rançon de la politique de capitulation des sommets anarchistes. Les staliniens continuent leur travail réactionnaire préparant un gouvernement « fort », c'est-à-dire assurant le contrôle absolu de la petite bourgeoisie de gauche en Catalogne. C'est ce qu'ils déclarent être un « gouvernement à perspectives historiques » ! La Solidaridad *de la C.N.T. pose le problème : « Il fallait en finir avec les tentatives d'arrêter la poussée révolutionnaire des travailleurs ».*

Fort bien! mais jusqu'à présent tout cela reste des mots. Est-ce avec M. Companys que l'on fera ce travail ?

La Solidaridad *pose le problème des comités de la pire manière : constituer dans chaque département un comité composé de représentants des partis au gouvernement. Ce serait continuer la politique réactionnaire de ce dernier. Les comités doivent être élus par les ouvriers, les paysans, les soldats et sous leur contrôle constant.*

Le P.O.U.M. au cours de la crise a publié un manifeste appellant à la formation d'un gouvernement P.O.U.M.-Anarchiste, ayant comme programme les socialisations, la nationalisation des banques, le monopole du commerce extérieur et devant convoquer un congrès de délégués ouvriers, paysans et soldats pour former un gouvernement ouvrier et paysan. Cela pouvait marquer vis-à-vis des attitudes précédentes un certain tournant à gauche du P.O.U.M. Mais en même temps dans la Hora, *le journal du P.O.U.M. en Catalogne, au début de la crise on parlait d'une participation à un gouvernement où il y aurait* moins de *bourgeois.*

Il est impossible de mener un travail révolutionnaire efficace lorsque l'on passe successivement en pleine crise par une série de positions de cet ordre. Encore une fois la clef de la situation est dans le rassemblement prolétarien anarchiste-poum, orienté vers le pouvoir prolétarien. C'est-à-dire non seulement chasser les bourgeois mais partout reconstituer, par un travail systématique, et non des phrases, les comités d'ouvriers, de paysans et de soldats.

Des faits ! Des informations !

(de notre correspondant de Barcelone)

Barcelone, le 26 mars 1937

L'avance de la contre-révolution atteint un point où le rétablissement des conquêtes de juillet n'est plus possible autrement que par un revirement orgasitionnel et politique profond. Or, la victoire militaire s'avère de plus en plus impossible sans le redressement révolutionnaire à l'intérieur, sans distinction, par la force armée, de l'Etat bourgeois qui, dès qu'il a pu se reconsolider, grâce à l'ppui actif des staliniens et des anarchistes, agit comme un frein puissant contre la guerre anti-fasciste.

La mobilisation étatique restant plus ou moins sur le papier, ou plutôt sur les Ramblas, le manque de renforts et d'un ordre central d'attaquer, conduit les milices révolutionnaires du front d'Aragon a des actions isolées comme celle du **Manicomio** de Huesca où est mot le camarade Wolft du S.A.P., et où les perter précieuses furent d'autant plus regrettables que l'avance a dû être liquidée après quelques heures de combat. Au front de **Teruel**, la coordination existait, mais encore partiellement sur le papier, les milices de l'Esquerra restant immobiles avec leurs mitrailleuses de sorte que nos camarades, en face de la contre-attaque vigoureuse des fascistes ont dû battre en retraite.

« **Tous les fusils au front** », crie la presse du Front Populaire, mais il semble qu'un nombre croissant de fusils soit en usage par la Garde d'Assant qui, montée, doit faire respecter l'ordre et l'égalité des queues de pain, et autres aliments indispensables tandis que le public des théâtres et des magasins chics augmente. Le ministre stalinien Comorera continue à désorganiser la distribution (découverte d'un immense dépôt de pommes de terre pourries, dans un garage de l'U.G.T., conservation de la farine au dépôt sous un prétexte ridicule, pendant qu'il en manque dans les boulangeries, etc...).

L'inflation monétaire progresse rapidement. Accaparement de l'argent et du cuivre. Les prix montent fabuleusement. Aucun contrôle par la société. Ceux qui ont l'argent peuvent acheter tout. La petite bourgeoisie s'enrichit énormément. Les ouvriers touchent des salaires réels diminués, pour ne pas parler des retenues, jusqu'à 30 %, des heures de travail augmentéesl (quelquefois 60 heures pour 70 pstas). On a rapproché les taux de salaires entre les différentes couches d'ouvriers, mais on n'a pas égalisé les salaires entre les boîtes. Les différences entre, d'un côté, les revenus des membres des comités (en grande partie revenus illégaux) et de la petite bourgeoisie commerçante, les salaires ouvriers de l'autre, vont croissant. Tous les sacrifices pour les uns, toutes les jouissances pour les autres. « Si c'est ça la révolution sociale, disent les bourgeois, on peut être d'accord ». Mais pourquoi alors le 19 juillet, les huit mois de guerre, les 300.000 morts et tout ce qui nous attend ? se demandent les ouvriers.

Un indifférent me disait : « Il semble qu'un fascio se forme à l'intérieur même du F. P. » Il ne pensait pas à la cinquième colonne, mais bien à la **troisième.**

Malheur à ceux qui ne savent pas se délimiter audacieusement du F. P. et qui ne déclarent pas la guerre ouverte à la Généralité sans le déplacement de laquelle le fascisme l'emportera aussi sûrement qu'il l'a emporté sur la République de Weimar et sur celle de l'Autriche !

La crise gouvernementale va peut-être conduire à la démission des anarchistes. L'opposition entre les actes ministériels et la volonté clairement exprimée des masses anarchistes est évidente et a atteint le dégré où la C.N.T. doit rentrer dans l'opposition tout comme n'importe quel parti réformiste. Cette démission conduira à un redressement du front révolutionnaire vu la continuation de la poussée d'en bas. Elle peut conduire à une alliance entre le P.O.U.Mè et la C.N.T. pour la reconquête des positions de juillet pour la liberté d'action pour le prolétariat, seul gage de la reprise au front. Les bolcheviks-léninistes d'Espagne considèrent comme leur tâche de contribuer à l'établissement de ce front révolutionnaire qui mettra fin à la mascarade stalino-réformiste et d'où sortira la base du nouveau parti révolutionnaire d'Espagne et de la reprise révolutionnaire en Europe.

Un b-l d'Espagne.

Devant l'abondance des matières et la place réservée dans ce numéro aux Jeunesses Socialistes, nous sommes obligés de reporter au prochain numéro la suite des articles sur la formation des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires.

N.D.L.R.

Quelques aspects de la politique en Catalogne

Nous donnons par ailleurs une analyse récente de la situation d'un de nos camarades bolcheviks-léninistes correspondant de Barcelone.

Voici ci-après quelques extraits qui donnent une idée précise de la situation politique, en particulier concernant l'attitude du P.O.U.M. et des anarchistes vers la mi-mars :

AU FRONT

Les dirigeants du P.O.U.M. au front de Huesca se refusent à la constitution de comités élus sous prétexte du sabotage de ceux-ci par l'Etat-major. Ils vont jusqu'à supprimer l'activité des commissaires politiques révolutionnaires de la J.C.I. avec des arguments purement « militaires », en contradiction avec leur propre résolution militaire de la Conférence de Lerida (janvier).

L'opposition révolutionnaire s'organise

Les vaillants camarades anglais (colonne de 125 camarades) ont complètement débordé les dirigeants de l'I.L.P. et ont élu démocratiquement un comité qui ne comprenr même pas le représentant de l'I.L.P. «organisateur » de la colonne, et qui se fixe pour tâche la ranimation de la guerre sur le front d'Aragon : 1. Par des démarches auprès du P.O.U.M., et de la Généralité ; 2. Propagande pour les comités de base principalement auprès des anarchistes qui s'opposent férocement à les reconnaître et viennent d'exclure du front et de menacer gravement des militants b.-l. qui prétendaient user du libre droit de discussion.

L'alliance de l'anarchisme — de ce qui fut l'anarchisme et du réformisme pour mater la révolution et plaire à MM. Blum-Eden, est complète. Ce sont nos camarades anarchistes français, en opposition grandissante aux bonzes, qui dénoncent avec vigeur ces funestes abandons.

Dans les rangs ouvriers, ce sont des protestations primitives mais saines contre le régime des sacrifices unilatéraux (25 p. 100 des salaires) que la bureaucratie prétend imposer aux salariés, tandis que les spéculateurs et les intermédiaires s'enrichissent.

L'action des bolcheviks-léninistes

Les manifestes b.-l. dont le troisième vient d'être lancé au cours de 2 mois, sont très favorablement accueillis par les ouvriers de la C.N.T. qui veulent imposer à leurs chefs un revirement tactique, et dans la mesure où ils perdent cet espoir (non dans la révolution, mais dans leurs chefs) s'orientent vers le marxisme, c'est-à-dire vers le trotskysme, qui est pour eux le vrai marxisme.

Le manque d'audace du P.O.U.M., sa fausse tactique syndicale (entrée dans l'U.G.T.) ont retardé ce procès.

•

L'Hora, hebdomadaire catalan du P.O.U.M., publia à la fin de février, un éditorial demandant la réintégration dans le gouvernement « avec meilleure représentation que la première fois, et une moindre représentation de l'Esquerra ».

C'est là son « idée » du gouvernement ouvrier et paysan.

Au contraire, le mot d'ordre central de la section b.-l. en Espagne est : « Front révolutionnaire C.N.T.-P.O.U.M, », reprise de l'activité révolutionnaire contre la bourgeoisie fasciste et libérale, constitution de comités véritables assurant la défense et la récupération des conquêtes de juillet, et préparer l'offensive militaire généralisée.

. . . . . .

Les entraves posées à la propagande b.-l. proviennent des dirigeants du P.O.U.M. et de J.C.I., telle est la triste vérité, qu'il faut dire

Lors de la distribution du premier tract (Vivent les Comités !) nos camarades furent menacés gravement par de jeunes dirigeants poumistes. Le second tract (Pour le front révolutionnaire C.N.T.-P.O.U.M.) fut confisqué par les mêmes, place de Catalogne. Nos camarades bousculés, amenés au Comité du P.O.U.M., ont été arrêtés pendant deux jours ».

C'est ainsi que les dirigeants du P.O.U.M., espèrent empêcher les idées de Lénine et de Trotsky de pénétrer dans leur parti. Les mêmes ont refusé aux trotskystes, l'adhésion au P.O.U.M. sans autres droits que ceux réservés à tous les membres du P.O.U.M. (libre discussion dans le parti et discipline d'action).

Malgré ces obstacles, le programme de la 4e Internationale, fait des progrès dans la conscience des militants du P.O.U.M.

Malgré ces obstacles, nous ne cessons nous autres de dénoncer la répression staliniste contre le P.O.U.M., tout en critiquant les graves erreurs de sa direction centriste.

De la solidarité fraternelle dans l'action, le souci de dire avant tout ce qui est, ce sont les seuls moyens de faire avancer la révolution espagnole et mondiale.

Chez les Nord-Africains

Solidarité avec « EL OUMA »

Le gouvernement Blum continue sa politique. La répression contre le mouvement ouvrier nord-africain.

Aujourd'hui, ce sont les amis d'**El Ouma** qui viennent d'être frappés. Des poursuites sont intentées contre plusieurs de leurs membres en Algérie sous la double inculpation : reconstitution de ligue dissoute et propagande contre la souveraineté française. Mardi matin on perquisitionnait au centre d'**El Ouma** ainsi que chez huit militants de cette organisation.

Le Gouvernement Blum défend sérieusement les intérêts de l'impérialisme français. Il n'y a pas de « pause » à ce propos.

On pourchasse ceux qui mènent une politique révolutionnaire, on laisse les fascistes, comme l'abbé Lambert, continuer librement leur politique de provocation et d'organisation des troupes de choc anti-ouvrière. C'est le bilan du gouvernement socialiste de Front Populaire. Les staliniens soutiennent et appliquent cette politique. Dernièrement, dans une réunion du rayon d'Alfortville, les militants demandaient à Thorez des explications sur la dissolution de l'Etoile Nord-Africaine. Thorez eut cette réponse typique : **pratiquons la politique du silence.** On calomnie ou l'on se tait et pratiquement on aide la répression contre les révolutionnaires. Les camarades d'El Ouma sont assurés de notre solidarité pratique, effective dans la lutte contre l'Impérialisme.

Ils viennent de fonder le « **Parti du Peuple Algérien** ». Nous ne pouvons encore rien dire de précis, El Ouma n'ayant pas encore publié la charte politique.

Mais il est un fait bien évident, le Parti du Peuple Algérien ne pourra se former, et regrouper les ouvriers qu'au travers d'une lutte intransigeante contre la bourgeoisie impérialiste et nationale. Toute politique « diplomatique », de collaboration avec les éléments bourgeois ne pourraient amener qu'à la faillite politique, la pire des dissolutions, celle dont on ne se relève pas.

Le fait de la semaine

(Suite de la page 1)

Le mercredi 31 mars la direction de Lioré propose un arbitrage gouvernemental et demande un vote secret. En même temps avant même de connaître les résultats la direction convoque les fascistes chassés. Le vote donne une majorité écrasante contre la réintégration et contre l'arbitrage gouvernemental. *Les ouvriers de chez Lioré ont enfin compris qu'on s'était assez moqué d'eux. Apeine de retour les fascistes sont reconduits aux portes avec vitesse et précipitation. Là un huissier, gouvernemental probablement, fait des constats. Le jeudi Radary, le directeur, fait afficher sur les pendules de pointage que la maison serait fermée jusqu'à nouvel ordre. C'est le lock-out. Les ouvriers ripostent immédiatement par la grève sur le tas.*

Des pourparlers s'engagent presque aussitôt avec le représentant du gouvernement. Dans une réunion de délégués Rodary est contraint d'avouer que l'un des fascistes chassés a volé 40.000 francs aux Assurances sociales et que la maison l'a couvert, ce monsieur étant membre éminent des croix de feu. Devant la volonté nette de lutte le gouvernement recule, accepte l'état de fait ; la non réintégration des fascistes. Dès le lendemain l'usine reprend le travail normalement. Pendant toute la journée du vendredi, la maîtrise ayant de son côté fait grève pour la réintégration des fascistes et n'étant prévenue à temps de la solution imposée par les ouvriers, les ouvriers et les techniciens font marcher l'usine.

Bravo ! les métallos de chez Lioré ! Malgré la direction stalinienne du syndicat des métaux d'Argenteuil, les ouvriers ont gagné une première manche dans la lutte. Il faut dès maintenant préparer et imposer un rigoureux contrôle des ouvriers sur l'embauche et la débauche.

Que signifie une expertise purement juridique des procès de Moscou ?

par Léon Trotsky

Le commissariat du peuple de la justice de Moscou a publié en langues étrangères le compte rendu «sténographique» du procès des 17 (Piatakov, Radek, etc.). Comme on le sait, le compte rendu du procès des 16 (Zinoviev-Kamenev) représentait une production purement journalistique. Le dialogue était soudain interrompu par des phrases comme celles-ci : «...Smirnov tente à nouveau de biaiser, invoquant l'absence de séances... L'accusé se débat opiniâtrement, tentant de nier son rôle de dirigeant... etc., etc.». Toute déposition qui dérogeait à l'unité du style était purement et simplement écartée ou remplacée par des sermons à l'adresse de l'accusé. Ce compte rendu a satisfait sur tout le globe terrestre, semble-t-il, deux hommes seulement : l'avocat Pritt, de Londres et l'avocat Rosenmark, de Paris. Nous ne comptons pas ceux qu'on appelle les chefs du Comintern : ils était satisfaits avant même la publication du compte rendu. Le procès Zinoviev-Kamenev avait été accueilli de façon extrêmement défavorable par la presse mondiale. Le procès des 17 avait pour tâche la plus importante de corriger la mauvaise impression du procès des 16.

Le compte rendu qui vient d'être publié ne comprend pas 150 pages, mais 600. Tout le texte est présenté sous forme de dialogue. Le rédacteur ne se mêle pas de faire des sermons à l'adresse des accusés fusillés. Publiant cette fois-ci le compte rendu «sténographique», la G. P. Ou. veut montrer son attention pour l'opinion publique.

Certes, dans son fond matériel, le procès Piatakov-Radek révèle encore plus de lézardes, de contradictions, d'inepties que le procès Zinoviev-Kamenev. Il est difficile d'accuser les organisateurs : la philosophie antique enseignait déjà que de rien on ne peut rien faire. La construction de l'accusation, sous laquelle il n'y a pas de base réelle, est par son essence même du domaine de l'alchimie juridique. Les lois de la matière reprennent inévitablement le dessus sur la fantaisie créatrice. L'inconsistance fondamentale du procès de janvier, de même que ses contradictions matérielles partielles et ses absurdités pures et simples, je les ai révélées succinctement dans mes déclarations à la presse et dans mon discours pour le meeting de l'Hippodrome de New-York. Je donne une analyse détaillée dans mon nouveau livre «Les Crimes de Staline». Mais si les alchimistes de la G. P. Ou. n'ont pas pu cette fois-ci encore changer les lois de la matière, ils ont, en tout cas, tenté d'utiliser l'expérience des échecs passés et de donner à leur préparation la plus grande apparence extérieure possible de l'or.

Le compte rendu du procès Piatakov-Radek déjà, par ses seules dimensions, est calculé pour les spécialistes. La G. P. Ou. tente maintenant, par l'entremise de ses agents politiques et littéraires, d'organiser dans différents pays une «expertise juridique», c'est-à-dire de recevoir d'avocats autorisés un témoignage de ce que les victimes de l'Inquisition ont été fusillés en plein accord avec les règles établies par les inquisiteurs.

Au fond, l'importance d'un certificat purement formel de l'observation des formes extérieures et des cérémonies de la jurisprudence est voisine de zéro. Le fond de l'affaire est dans les conditions matérielles de la préparation et de la conduite du procès. Mais si même on laisse de côté pour un instant les facteurs décisifs qui se trouvent en dehors de la salle du tribunal, on ne peut pas ne pas reconnaître que les procès de Moscou sont une dérision pure et simple de la justice. L'enquête dans la vingtième année de la révolution se mène dans un secret absolu. Toute la vieille génération des bolcheviks est jugée devant un conseil de guerre composé de trois fonctionnaires militaires impersonnels. Tout le procès est commandé par un procureur qui, toute sa vie, fut et reste un ennemi politique des accusés. La défense est écartée et la procédure n'a nullement le caractère d'une controverse. Les preuves matérielles ne sont pas présentées au tribunal. Les témoins que mentionnent le procureur ou les accusés ne sont pas interrogés. Toute une série d'accusés dont il fut question dans l'enquête judiciaire sont absents du banc des accusés pour des raisons inconnues. Les deux accusés principaux, qui se trouvent à l'étranger, ne sont même pas avertis du procès. Malgré le caractère très grave des accusations contre eux, le gouvernement n'a pas fait la tentative de demander leur extradition. L'acte d'accusation est publié quatre jours avant l'ouverture des débats, en même temps que l'annonce du procès imminent. Les principaux accusés, qui se trouvent à l'étranger, de même que des témoins, sont privés, ainsi, de la possibilité de donner leur déposition, de produire des preuves matérielles et en général d'entreprendre quelques pas que ce soit dans l'éclaircissement de la vérité. Le dialogue judiciaire est entièrement construit sur un jeu convenu de questions et de réponses. Le procureur ne pose à aucun des accusés une seule question concrète qui pourrait les mettre en difficulté et dévoiler l'inconsistance matérielle de leurs aveux. Le président couvre respectueusement le travail du procureur. Le caractère «sténographique» du compte rendu, précisément, fait apparaître les silences malintentionnés du procureur et des juges, leur participation de fait par conséquent à la fourberie, non seulement avant le procès, mais aussi au cours du procès lui-même, déjà après le lever du rideau. A cela il faut ajouter que le compte rendu n'inspire aucune confiance quant à son authenticité. Le premier pas d'une expertise honnête devrait être l'examen des originaux du compte rendu sténographique. Leur comparaison avec les textes publiés révèlerait sans aucun doute une multitude de suppressions et des corrections de la part des régisseurs du procès.

Mais quelque importantes que soient en soi ces considérations, elles ont, malgré tout, un caractère secondaire et même tertiaire, puisqu'elles concernent les formes de la falsification et non pas son essence. Théoriquement, on peut s'imaginer que si Staline, Vychinsky et Ejov avaient encore au cours de cinq ou dix ans la possibilité de mettre en scène impunément leurs procès, ils atteindraient une technique si haute qu'alors tous les éléments de la juridiction se trouveraient en accord formel l'un avec l'autre et avec les lois existantes. Mais la perfection de la technique juridique de la falsification ne rapprochera pas d'un millimètre cette dernière de la vérité.

Cependant, une expertise «purement juridique» ne tend nullement à établir la vérité, si dès le commencement même elle ne reconnaît pas et ne déclare pas que dans un procès politique d'une importance si exceptionnelle le juriste ne peut s'isoler des conditions politiques desquelles a surgi le procès, dans lesquelles a été menée l'enquête, pour parler plus concrètement, de l'oppression totalitaire à laquelle sont en fin de compte également soumis accusés, témoins, juges, défenseurs (dans la mesure où ils existent) et l'accusation elle-même. C'est ici le nœud de la question ! Dans un régime incontrôlé et despotique qui concentre dans les mêmes mains tous les moyens de contrainte économique, politique, physique et morale, un procès judiciaire cesse d'être un procès judiciaire. Il s'agit d'une mise en scène judiciaire avec des rôles distribués par avance. Les accusés ne paraissent sur la scène qu'après une série de répétitions, qui donnent par avance au régisseur la pleine certitude qu'ils ne sortiront pas de leur rôle. Dans ce sens, comme dans tous les autres, les procès judiciaires représentent seulement un résumé de tout le régime politique en général de l'U. R. S. S. Dans toutes les assemblées les orateurs disent une seule et même chose, se mettant au pas sur l'orateur principal, tout à fait indépendamment d'ailleurs ce qu'eux-mêmes ont dit la veille. Dans les journaux tous les articles commentent une seule et même directive avec les mêmes expressions. Attrapant le mouvement de la baguette du chef d'orchestre, les historiens, les économistes, les statisticiens eux-mêmes remanient le passé et le présent, sans tenir compte des faits, des documents ou des éditions précédentes de leur propre livre. Dans les jardins d'enfants et les écoles, tous les enfants, dans les mêmes termes, glorifient Vychinsky et maudissent les accusés. Personne n'agit ainsi de bonne volonté, tous y sont forcés. Le monolithisme d'un procès judiciaire où les accusés répètent à qui mieux mieux les formules du procureur est ainsi non pas une exception à la règle, mais seulement l'expression la plus répugnante du régime totalitaire inquisitorial. Nous avons devant nous non pas un tribunal, mais un spectacle où les acteurs jouent leur rôle sous le canon du revolver. Le spectacle peut être joué mieux ou pis; mais c'est une question de technique inquisitoriale et non de justice. La fausse monnaie peut être faite si grossièrement qu'il soit facile de la distinguer à l'aspect extérieur. Des falsificateurs savants peuvent au contraire atteindre une haute qualité de production. Mauvais serait, cependant l'« expert » qui bornerait son examen à la forme extérieure de la monnaie, à son effigie, sans se soucier de la question de son poids spécifique et d'autres propriétés matérielles. L'expertise « purement juridique » des procès de Moscou réduit au fond sa tâche à éclaircir si la falsification a été bien ou mal réalisée. Une telle façon d'aborder la question représente déjà en soi une forme d'assistance aux falsificateurs.

Pour éclairer plus vivement la question, dans la mesure où elle a besoin d'être éclairée, prenons un exemple tout frais du domaine du droit constitutionnel. Après la prise du pouvoir, Hitler, contrairement à toutes les attentes, déclara qu'il n'avait nullement l'intention de changer les lois fondamentales de l'Etat. La majorité des gens a sans doute oublié qu'en Allemagne reste encore en vigueur aujourd'hui la Constitution de Weimar: dans le fourreau juridique Hitler a seulement introduit le contenu de la dictature totalitaire. Imaginons un expert qui, ajustant de grandes lunettes, aurait l'intention d'étudier par les documents officiels la structure étatique de l'Allemagne, « d'un point de vue purement juridique ». Après quelques heures de tension intellectuelle, il découvrirait que l'Allemagne de Hitler est une république démocratique de la plus belle eau (suffrage universel, parlement qui donne des pleine pouvoirs au führer, autorités judiciaires indépendantes, etc.). Cependant, tout homme à la pensée saine s'écriera qu'une « expertise juridique de ce genre est, dans le meilleur des cas, une manifestation de « crétinisme juridique ».

La démocratie est fondée sur la libre lutte des classes, des partis, des programmes, des idées. Si on étouffe cette lutte, il ne reste alors de la démocratie qu'une écale morte, tout juste bonne à couvrir la dictature fasciste. La juridiction contemporaine est fondée sur la lutte de l'accusation et de la défense, lutte qui se mène dans certains cadres judiciaires. Là où la compétition entre les parties est étouffée à l'aide d'une violence extra-judiciaire ,les cadres juridiques, quels qu'ils soient, ne sont qu'une couverture de l'Inquisition. Celui qui, lors d'une détermination du caractère de la justice de Staline, se refuse à analyser la situation politique qui a engendré ces procès uniques tout au long de l'histoire, celui-là est un simple avocat de Vychinsky. Que Vychinsky ait besoin d'avocats, il n'y a aucun doute. Mais des serviteurs de la justice « pure » de ce genre ne sont capables que d'obscurcir et non d'éclaircir la vérité matérielle. Une investigation réelle des procès de Moscou ne peut pas ne pas embrasser tous les côtés. Elle utilisera aussi, bien entendu, les comptes rendus « sténographiques », cependant non pas comme des choses en soi, mais comme une partie constitutive d'un grandiose drame historique dont les principaux facteurs restent dans les coulisses du spectacle judiciaire.

L. TROTSKY.

Le 16 mars 1937.

LES LUTTES OUVRIÈRES

La revendication immédiate !

Comment imposer l'amélioration des Contrats collectifs

La semaine dernière, au cours d'un article intitulé « Imposons le renouvellement des contrats collectifs », nous avons cité l'appréciation du 1er Congrès International des Syndicats Révolutionnaires, tenu à Moscou du 3 au 19 juillet 1921, Congrès constituitf de l'Internationale Syndicale Rouge (I.S.R.), sur la valeur, du point de vue révolutionnaire, des contrats collectifs de travail. L'action de la classe ouvrière, dans les luttes des mois écoulés dejuis juin 1936, n'a fait que confirmer la justesse de cette appréciation, qui se résume dans cette phrase: « **Le contrat collectif n'est qu'une armistice** ». Son application est fonction du rapport des forces en présence.

Aussi, pour examiner comment améliorer nos contrats collectifs, il convient de se reporter au texte même de « l'armistice générale » conclue le 7 juin 1936 par Léon Jouhaux, René Belin, Benoît Frachon, Sénat, H. Cordier et Milan avec les représentants du patronat. Cet **armistice** — signé par les dirigeants de la C.G.T. à un moment où la vague gréviste de juin poursuivait son ascension et, par conséquent, aurait permis, après le 7 juin, un compromis encore plus favorable à la classe ouvrière — est connu sous l'appellation « accord Matignon ». Il convient de citer quelques articles essentiels de cet accord.

Article premier. — La délégation patronale admet l'établissement immédiat de contrats collectifs de travail.

Art. 3. — L'observation des lois s'imposant à tous les citoyens, les employeurs reconnaissent la liberté d'opinion, ainsi que le droit pour les travailleurs d'adhérer librement et d'appartenir à un syndicat professionnel constitué en vertu du Livre III du Code du Travail.

Les employeurs s'engagent à ne pas prendre en considération le fait d'appartenir ou de ne pas appartenir à un syndicat pour arrêter leurs décisions en ce qui concerne l'embauchage, la conduite ou la répartition du travail, les mesures de discipline ou de congédiement.

Si une des parties contractantes conteste le motif du congédiement d'un travailleur comme ayant été effectué en violation du droit syndical ci-dessus rappelé, les deux parties s'emploieront à reconnaître les faits et à apporter aux cas litigieux une solution équitable. Cette intervention ne fait pas obstacle aux droits pour les parties d'obtenir judiciairement réparations du préjudice causé.

L'exercice du droit syndical ne doit pas avoir pour conséquences des actes contraires aux lois.

Art. 5. — En dehors des cas particuliers déjà réglés par la loi, dans chaque établissement comprenant plus de 10 ouvriers, après accord entre organisations syndicales, ou, à défaut, entre les intéressés, il sera institué deux (titulaires) ou plusieurs délégués ouvriers (titulaires ou suppléants) suivant l'importance de l'établissement. Ces délégués ont qualité pour présenter à la direction les réclamations individuelles qui n'auraient pas été directement satisfaites, visant l'application des lois, décrets, règlements du Code du Travail, des tarifs de salaires et des mesures d'hygiène et de sécurité.

Seront électeurs tous les ouvriers et ouvrières âgées de 18 ans, à condition d'avoir au moins trois mois de présence à l'établissement au moment de l'élection et de ne pas avoir été privés de leurs droits civils.

Seront éligibles les électeurs définis ci-dessus, de nationalité française, âgés d'au moins 25 ans, travaillant dans l'établissement sans interruption depuis un an, sous réserveque cette durée de présence devra être abaissée si elle réduit à 5 le nombre des éligibles.

Les ouvriers tenant commerce de détail, de quelque nature que ce soit, soit par eux-mêmes, soit par leur conjoint, ne sont pas éligibles.

C'est, en somme, sur la base de ces textes officiels que l'ensemble des contrats collectifs ont été établis, dépassant dans nombre de cas, le cadre des avantages ainsi accordés aux travailleurs.

La politique réformiste et staliniste de la C.G.T. — c'est-à-dire de collaboration de classes — préconise la subordination de l'action ouvrière au respect des engagements contractuels en vue d'assurer une illusoire « paix sociale » entre patrons et ouvriers, exploiteurs et exploités ; tandis que les travailleurs font l'expérience de la valeur du respect religieux des contrats, la contre-offensive patronale suffit à leur rappeler qu'en régime capitaliste, dans la lutte de classe, seule la force impose le respect. Et c'est au travers de nouvelles luttes grévistes partielles, d'expériences multiples d'arbitrage obligatoire, du développement de la situation, que leur est apparue la nécessité d'améliorations à apporter aux conventions colectives et contrats collectifs.

Quelles améliorations apporter aux Conventions Collectives et contrats collectifs ?

La lecture des textes de Conventions Collectives et de Contrats collectifs de travail de corporations différentes, et aussi d'une même corporation, permet de constater l'absence d'unification réelle des dispositions les plus importantes : rôle des délégués, salaires, etc... Le rôle des Fédérations d'industrie et de la C. G. T. devrait être de poursuivre la lutte pour unifier les conquêtes ouvrières dans le sens le plus favorable à la classe ouvrière. Mais ce rôle n'est pas rempli.

Ici, nous voulons nous efforcer d'exposer les modifications préconisées par notre **Parti Ouvrier Internationaliste** dont la politique est aussi bien celle des intérêts immédiats que fondamentaux de la classe ouvrière.

⁂

I. — Il faut modifier le mode d'élection des délégués d'usine, élargir leurs attributions.

A. — ELECTION DES DELEGUES D'USINE.

1° **Tous les travailleurs salariés, âgés de 18 ans, sans autre condition, doivent être électeurs.**

La condition des « trois mois de présence à l'établissement au moment de l'élection » (accord Matignon) est à supprimer.

Naturellement, **les travailleurs étrangers et coloniaux doivent être électeurs dans les mêmes conditions** puisqu'exploités au même titre que les travailleurs français. Tout travailleur a pour devoir de faire triompher, dans la pratique, l'internationalisme prolétarien.

2° **Tous les travailleurs salariés, français étrangers ou coloniaux, âgés de 18 ans, sans autre condition, doivent être éligibles.**

Les conditions d'éligibilité fixées par l'accord Matignon : avoir « au moins 25 ans », travailler « dans l'établissement sans interruption depuis un an», être de « nationalité française » sont à supprimer.

3. **Les délégués doivent être élus au scrutin de liste.**

En effet, les délégués d'une même entreprise sont responsables devant tout le personnel et doivent, par conséquent, être élus par l'ensemble du personnel et non par chacune des catégories, comme le voudraient les patrons pour faciliter leurs manœuvres de division des travailleurs à l'intérieur des entreprises.

4. **Les délégués doivent être révocables à tout moment par le personnel.** Il faut donc supprimer la fixation de la durée du mandat à un an. Citons une tentative faite dans ce sens par les techniciens et employés (appelés « collaborateurs ») de la métallurgie du Puy-de-Dôme qui ont inscrit dans leur contrat :

« Au cours de son mandat, un délégué peut être révoqué par les collaborateurs qu'il représente. La révocation est prononcée par un vote à la majorité de la **moitié plus un** des électeurs inscrits et des 2/3 des présents. Le remplaçant sera élu pour la durée restant à courir, il ne pourra pas être révoqué avant le terme de son mandat. Si la révocation n'est pas acquise par le premier vote, d'autres votes pourront suivre à intervalle de trois mois ».

Ce texte n'est pas parfait, car le droit de révocabilité doit pouvoir s'exercer **en permanence,** dans le cadre d'une réglementation précise de l'exercice de ce droit. Les techniciens du Puy-de-Dôme ont cependant réalisé un progrès dans ce domaine

5. **Les délégués d'usine ne peuvent être licenciés pendant toute la durée de leur délégation.**

B. — ELARGISSEMENT DES ATTRIBUTIONS DES DELEGUES D'USINE.

Sur cette question les lecteurs de la **Lutte Ouvrière** connaissent la position de patronat qui a approuvé l'odieuse sentence arbitrale du conflit de la métallurgie du bassin de la Sambre, signée par l'arbitre ouvrier Berrar, maire « communiste » de Drancy (Seine). Il faut lire ou relire le texte de cette sentence dans la **Lutte Ouvrière,** n. 33, du 26 février 1937 et les articles y consacrés des n. 34 et 35.

1. **Il faut augmenter le nombre des délégués d'usine.** — Prenons par exemple la convention collective des ouvriers de la métallurgie de la région de Maubeuge, nous voyons que dans les usines de 251 à 1.00 0ouvriers, ceux-ci élisent 3 à 4 délégués tiutulaires et autant de suppléants. C'est une représentation beaucoup trop restreinte pour une usine de 1.000 ouvriers qui devraient élire au moins 10 délégués titulaires et 10 suppléants (sur cette base établir un barème).

2. **Les délégués d'usine doivent assurer le contrôle de l'application des lois et règlements concernant l'hygiène et la sécurité.**

3. **L'embauche sera assuré par l'intermédiaire des bureaux de placement des syndicats adhérents à la C. G. T. Les délégués d'usine assurent le contrôle de l'embauche et de la régularité des essais professionnels, à l'entreprise.**

4. **La débauche est soumise au contrôle des délégués d'usine qui auront obligatoirement connaissance des commandes en cours et de celles à venir par un droit de consultation des carnets de commande de l'établissement. Ils contrôleront également la marche générale de l'entreprise.**

5. **Dans l'exercice de son mandat le délégué pourra, sur sa demande, s'absenter de l'établissement.**

Cette disposition est prévue dans la convention collective de l'Industrie chimique de la région parisienne (collaborateurs).

6. La durée de l'exercice du mandat de délégué n'est pas limitée. Un local sera mis à la disposition des délégués qui auront le droit de se réunir à l'intérieur de l'établissement pour assurer l'exercice de leur mandat.

Ce droit est nécessité par celui accordé aux délégués par la Chambre syndicale patronale de la métallurgie parisienne, par exemple, de « présenter à la direction des observations générales ».

7. **L'apprentissage sera contrôlé par les délégués.**

II. — POUR AMELIORER LES SALAIRES.

A. — Inclure l'échelle mobile des salaires appliquée sur la base d'indices du coût de la vie établis par les syndicats.

Déjà la convention collective de travail pour l'industrie du livre de la région parisienne précise que « les salaires fixés aux annexes qui complètent la présente convention seront régulièrement adaptés à l'indice du coût de la vie établi officiellement par la préfecture de Police de la ville de Paris pour une famille de 4 personnes. »

Evidemment nous savons comment les indices officiels sont truqués, mais même ces indices officiels pris en considération n'auraient pas permis les 8,5 p. 100 et les 7 sous des surarbitres pour la métallurgie parisienne.

B. — A travail égal, salaire égal.

« La tarification du travail des femmes n'exprime pas l'inégalité des droits et ne peut infirmer le principe « à travail égal, salaire égal ».

« Toute efficacité du travail des femmes égale à celle des hommes devra comporter un salaire correspondant » (Convention collective du livre parisien déjà citée plus haut).

Nous devons ajouter l'application de ce principe à toutes les catégories de travailleurs jeunes, étrangers, coloniaux.

C. — Réduire les différences qui existent entre les bas et les hauts salaires, par un réajustement des salaires de base et tendre à unifier par catégories; les salaires d'une même corporation et ceux des catégories analogues de travailleurs des différentes corporations et instituer un salaire hebdomadaire de garantie.

III. — Il faut intégrer, dans les conventions collectives, les modalités d'application de la loi des 40 heures, repousser toutes récupérations et dérogations permanentes à la loi.

IV. — 1. Il faut faire inscrire dans les conventions, comme il est coutume dans les P.T.T. par exemple, l'attribution du congé **par roulement** et, quelles que soient les conditions de départ, l'attribution d'un jour de congé payé par mois de présence à l'entreprise, sans limitation d'ancienneté dans l'entreprise.

2. Si le jour de paie des salaires doit intervenir durant le congé, celle-ci est effectuée la veille du départ en congé.

3. Dans chaque entreprise qui comprend un nombre important de femmes des crèches devront être organisées. Le congé maladie pour maternité ne peut, en aucun cas, entraîner la rupture du contrat de travail.

V. — **Réglementation des périodes et services militaires.**

« Les réservistes ayant un an de référence professionnelle toucheront leurs salaires garantis intégralement sans suppression d'un congé payé.

« Les jeunes ouvriers faisant leur service militaire auront une indemnité de 100 francs au départ et 60 francs par mois pendant toute la durée de leur absence. Ceux-ci seront obligatoirement réembauchés au retour.

« Pour ces deux cas, non-licenciement sans l'avis des délégués ouvriers pendant l'année précédant le départ ».

Ces dernières dispositions sont extraites d'un projet de contrat collectif de travail élaboré par les ouvriers de chez Thomson.

Nous avons indiqué ici quelques-unes des attributions nouvelles des délégués d'usines ; elles constituent une base pour la lutte pour **le contrôle ouvrier sur toute la production,** tant sur son fonctionnement technique que financier. Cette lutte nécessite, de la part des ouvriers et des délégués d'usine, une vigilance constante et le débordement, **dans l'action** des cadres actuels des conventions collectives pour, à chaque occasion, **dévoiler le secret des affaires industrielles et commerciales** des patrons, de tous les capitalistes : c'est le seul moyen pour découvrir leurs agissements : bénéfices scandaleux, sabotage économique, etc., etc.

Abolition du secret commercial et contrôle ouvrier sur la production sont deux mots d'ordre essentiels. Ils fixent le rôle véritable des délégués d'usine qui, réunis dans l'entreprise, constituent le comité d'entreprise agissant en liaison constante avec la section syndicale d'entreprise.

Les travailleurs doivent saisir leurs sections syndicales de ces problèmes, proposer les améliorations exposées plus haut, agir sans relâche, s'organiser, pour préparer la lutte pour le renouvellement de conventions collectives meilleures.

Les Nationalisations

Conclusions

A la suite des événements de Clichy et de la situation dans le P.S., nous avons dû bouleverser nos rubriques. C'est ainsi que nous avons dû laisser de côté notre enquête sur les nationalisations dans l'aviation et les industries d'armements, parue dans *La Lutte Ouvrière,* n° 33, 34, 35. Nous donnons aujourd'hui une « brève conclusion » à cette enquête.

La première constatation que nous avons été amenés à faire est que l'opération a été réalisée pour le plus grand bien des capitalistes, sur le dos des masses laborieuses. Notre mot d'ordre est : *Restitution des millions versés à Brandt, Schneider, Hotchkiss, etc.*

Contrôle ouvrier sur l'industrie nationalisée.

Les modifications de la structure industrielle pour des motifs d'ordre économique et militaire, posent également des problèmes d'organisation ouvrière. Sur ce terrain, notre position est la suivante :

1° La concentration capitaliste est une socialisation des moyens de production dans les cadres du mode d'exploitation capitaliste. Elle facilite et prépare la socialisation en régime socialiste. Les ouvriers combattent donc non la concentration en elle-même ; mais le renforcement d'exploitation qu'elle signifie pour eux ;

2° A la politique de division et d'éparpillement la classe ouvrière doit opposer une politique d'union et de centralisation ; cette politique ne peut être réalisée que par les comités d'usines, réunissant toutes les catégories du personnel autour de leurs délégués (dont la réunion forme le comité) et par des congrès et organismes permanents, constamment contrôlés par trusts, branche d'industrie. La structure syndicale doit également être orientée dans ce sens.

3° Pour empêcher des licenciements sous prétexte de manque de travail, il faut dès maintenant mettre en avant le mot d'ordre de réduction du temps de travail avec le salaire de 40 heures.

●

Le problème urgent est celui des salaires.

Comparons d'abord quelques salaires, entre les appointements des ouvriers d'arsenaux et les salaires prévus par la convention collective de la métallurgie de la région parisienne :

A. — *Techniciens*

Employé de bureau, 10.500 fr. — 13.200 francs.

Dessinateurs, 10.500 à 26.500 fr. — 18.900 fr. à 32.400 francs.

Agents techniques, 18.700 francs. — 25.800 francs.

Contremaîtres, 13.000 à 26.000 fr. — 25.200 à 29.200 francs.

Chefs d'équipes, 11.600 à 20.000 fr. — 21.600 à 22.800 francs.

B. — *Ouvriers*

Salaire horaire de 6,25 à 9 francs en face de 8,25 à 9 francs.

Ouvrières : 5,10 ou 5.40 en face de 5,55 à 6 francs.

Naturellement on ne peut brutalement amputer les salaires des travailleurs et techniciens. Aussi on prévoit une assimilation progressive des salaires et traitements : le salaire se décomposera en deux parts dont la somme reste fixe. En plus du salaire, les ouvriers et techniciens recevront une prime compensatrice, qui diminuera au fur et à mesure du réajustement des salaires des fonctionnaires. Mais Blum a défini tout à fait la valeur de ces promesses en remettant à plus tard la satisfaction des revendications des fonctionnaires.

La garantie des salaires des ouvriers est dans une convention collective nationale des industries d'armement et l'aviation incluant les entreprises nationalisées et non nationalisées, sous le contrôle des comités d'usines ; le contrôle sur l'embauche, la débauche, les salaires, les prix de revient, etc.

Enfin, à côté des industries nationalisées, existent des usines *contrôlées,* c'est-à-dire que l'Etat désigne des fonctionnaires comme caution morale, contre l'immoralité des marchands de mort. Mais il est clair que ce contrôle n'a en réalité pour signification que la meilleure préparation à l'Union sacrée.

Le mot d'ordre central que si dégage de l'examen des différents aspects : profit et concentration capitaliste, salaires, préparation à la guerre, est celui du contrôle ouvrier par les comités d'entreprise élus par les travailleurs des entreprises nationalisées.

Les gars du bâtiment contre l'arbitrage obligatoire

A la Conférence de la Région fédérale du Bâtiment Parisien, les militants s'expriment contre l'arbitrage obligatoire... Et pour le contrôle ouvrier !

Depuis quelques semaines, la direction fédérale du Bâtiment tentait de donner aux différentes directions syndicales un modèle chapeau des nouveaux contrats collectifs. Des congrès corporatifs se sont tenus et les nouveaux contrats contiennent une essence révolutionnaire quelque peu oubliée par la Fédération du Bâtiment.

Malgré cela, la Fédération faisait tenir une conférence régionale le dimanche 4 avril, salle Japy, qui avait pour but de sortir des résolutions qui auraient servi de modèles de conventions collectives. La conférence s'est terminée sans produire de résolutions, et il a fallu remettre cela à plus tard.

Toudic dans son rapport, a reconnu que le mécontentement des ouvriers n'était pas toujours dirigé contre le patronat, mais aussi contre les dirigeants fédéraux ; et il indique tout aussitôt, qu'il faut se méfier des supers-révolutionnaires qui sont parfois des bavards, mais aussi des aventuriers.

Hénaff vient au nom de l'Union des Syndicats Parisiens recommander de centraliser l'action à mener, mais les militants et délégués syndicaux se sont déjà prononcés pour ne pas non plus condamner l'action corporative à la base, et que selon les conditions du moment que l'une et l'autre peuvent être envisagées.

Launay, reponsable des cimentiers, est partisan de centraliser, mais il souligne qu'il faudra consulter les syndiqués, il doit se souvenir que les ouvriers cimentiers ont décidé la grève de 24 heures le 18 mars et l'ont effectivement faite, et cela malgré les menaces des bonzes.

Campagnac, au nom du syndicat des peintres indique que son syndicat est pour **l'Echelle mobile,** puis il fait le procès de **l'Arbitrage obligatoire.**

Le délégué des plombiers-couvreurs dit pourquoi son syndicat est pour le **Salaire hebdomadaire de garantie,** il pense que le **Contrôle à l'embauche et à la débauche** doit intensifier le pouvoir des délégués et préparer le **Contrôle sur la produiction.**

Arrachart qui répond au nom de la Fédération a senti l'atmosphère houleuse, aussi il traite durement la politique de la pause et le « camarade » Blum, il ne veut pas se sentir lié par la loi d'arbitrage obligatoire si elle doit être contraire aux intérêts ouvriers. Il déclare que légale ou illégale la grève du Bâtiment de Nantes est le droit à la minorité d'exprimer une idée contraire à la direction fédérale.

La nouvelle bataille est dure et décisive, la trahison des anciens et des nouveaux réformistes dirigeants le Bâtiment apparaît chaque jour davantage, notre Parti Ouvrier Internationaliste pense que les onvriers du Bâtiment doivent préparer les assises d'un **Congrès des délégués intercoporatifs de chantiers** qui produira les seules résolutions qui conviennent pour qu'ils aillent à la victoire.

Défendons les travailleurs immigrés

M. André Daher a demandé au Ministre du Travail si : 1° des étrangers peuvent se présenter dans les usines au nom de la Confédération générale du Travail ; 2° des étrangers peuvent être désignés comme délégués au personnel auprès de la direction de ladite usine ? (Question du 18 juin 1936).

Le Ministre a répondu comme suit :

1° Le Code du travail (livre III, titre Ier) précise qu'en ce qui concerne les syndicats professionnels « les membres chargés de l'administration ou de la direction **doivent être Français** » (art. 4 du chapitre 1er) ;

2° Quelle que soit la nature du syndicat, la règle ci-dessus doit être **obligatoirement respectée** ;

3° Le texte de l'accord signé le 7 juin 1936 à la présidence du conseil por les représentants de la Confédération générale de la production française et les représentants de la Confédération générale du travail précise que « les délégués ouvriers doivent être de **nationalité française** » (art. 5 § 3), n° 10 du **J. O.** 14 janvier 1937.

Ouvriers communistes, socialistes, « trotskystes », front unique pour imposer les mêmes droits aux travailleurs étrangers ! Que ce document serve à la propagande pour dénoncer la législation bourgeoise du travail et opposer l'internationalisme révolutionnaire.

Les mineurs du fer et l'arbitrage obligatoire

Un camarade nous écrit :

Les mineurs de fer de la Meurthe-et-Moselle et la Moselle ont déposé il y a quelque temps, une demande de rajustement de salaires de 15 %. En conciliation, les patrons offraient 5 % que les mineurs ont refusé pour aller à l'arbitrage. La sentence du surarbitre n'accorde **aucune augmentation de salaires,** pas même les 5 % qu'offraient les patrons ! Seule une augmentation sensible sur les allocations familiales est donnée.

Les mineurs n'acceptent naturellement pas la sentence, et sont prêts à débrayer, à tel point que le secrétaire régional des mineurs déclarait au cours d'une conversation particulière, il y a deux jours, que les mineurs débrayeraient peut-être avant d'en avoir reçu l'ordre des dirigeants (le 25 mars).

Nouvelle confirmation de notre mot d'ordre : A bas l'arbitrage obligatoire! Vive la lutte de masse organisée par les mineurs eux-mêmes dans leur congrès de délégués !

Aux camarades d'Air-France

Le magnifique mouvement de masse a effrayé le patronat. C'est pourquoi il cherche à le saboter par les syndicats professionnels, les Jaunes. Les anciens chefs d'équipe Ruhm et consorts, multiplient leurs réunions dans les hangars.

Redoublons de vigilance !

Organisons le contrôle sur l'embauche. Mettons en quarantaine les fascistes ! Chassons les cadres fascistes, comme l'ont fait nos camarades de Gnôme-et-Rhône, Lioré Ollivier, Simca...

Formons nos milices pour lutter contre les bandes de La Roque !

Préparons par nos comités la prise du pouvoir par les ouvriers !

Ouvriers révolutionnaires, adhérez aux J.S.R. et au P.O.I., pour mener le bon combat.

Cellule b-l d'Air -France

Discussions chez les Indochinois

Le Centrisme à l'œuvre

Le 17 mars, le groupe Quan Chung, donnait une assemblée d'information.

Le rapporteur de ce groupe, René, fit un tableau des grèves en Indochine. Il critiqua Pivert, couverture de gauche de la socialdémocratie, mais il se tut sur « Que faire ? », couverture de gauche du stalinisme.

Il fit allusion aux « trotskystes » qui veulent faire « un putch », parce que nous démasquons les officines de recueillement des vœux, et posons ouvertement les problèmes et les mots d'ordre des masses ouvrières et paysannes pour le renversement de l'impérialisme.

Il a constaté comme un fait accompli, auquel il faut s'adapter la transformation du congrès Indochinois en bureau de vœux pour l'impérialisme.

Il fixa comme tâche à son groupe (en France !) la tâche très modeste (sic) de l'organisation politique et syndicale du prolétariat indochinois.

Notre camarade S., prit ensuite la parole. Il montra les magnifiques efforts des bolcheviks-léninistes indochinois, et leur travail effectif, dans les masses pour leur constitution de comités de masses, et pour le congrès des comités. Il montra l'attitude d'adaptation passive et expectative du groupe Quan Chung, qui sous prétexte d'atteindre les masses, est contre les comités. Notre camarades montra la nécessité du regroupement de tous les révolutionnaires sous le drapeau de la IVe Internationale.

Il y avait à cette réunion un délégué de « l'Appel » — journal des anciens dirigeants du Cercle d'Etudes Sociales, qui est dans l'officine de Moutet, avec les staliniens, et lutte contre les « trotskystes ».

Le groupe Quan Chung, et l'**Appel,** veulent attendre le gouvernement de Front populaire « aux actes ». « Si le gouvernement est incapable de réaliser son programme dit le **Drapeau Rouge,** laissez aux Indochinois le soin de le faire ». Quan Chung est formé d'un groupe fantôme (l'action léniniste) plus une revue « **Karl Marx** », plus trois ou quatre quefairistes ou trotskysants. Ce groupe se justifie par la nécessité de rester avec les masses, lutte contre le trotskysme. Mais il n'a avec lui, ni les masses, ni les principes révolutionnaires.

L'activité des b.-l. en Indochine, nous montre que l'alternative entre la 3 et la 4e Internationale, signifie : réformisme ou révolution internationaliste.

Les centristes seront broyés, en Indochine, comme partout ailleurs, dans les branches de cette alternative.

LA VIE DU PARTI

Après le discours de Staline

Dans le dernier numéro de *La Lutte Ouvrière* nous avons donné déjà notre appréciation sur le discours prononcé par Staline le 3 mars dernier devant le C.C. du Parti russe. Nous n'y reviendrons pas. Nous voudrions, plutôt, mettre très brièvement en rélief la signification politique dudit discours, tant au point de vue intérieur, qu'au point de vue international.

Au point de vue de la situation intérieure de l'U.R.S.S., le discours de Staline exprime toute la gravité des contradictions dans lesquelles se débat la bureaucratie soviétique. Cette bureaucratie, de l'avis même de son chef, est détachée des masses, plane au-dessus d'elles et leur impose « *sa* » politique, « *ses* » hommes, « *ses* » tricheries et une forme d'esclavage dont on a pas beaucoup d'exemples au sein de la société moderne.

Le leit-motive du discours de Staline est celui de l'écrasement nécessaire du trotskysme. Après nous avoir donné l'assurance à chaque nouvelle saison, que le trotskysme était mort et anéanti en U.R.S.S. au moins depuis dix ans, voici que Staline avoue que ce mort a pénétré, à l'heure actuelle, presque tous les organismes de base et de sommet, de l'Etat et du Parti russe ! Congratulations pour le « travail » d'anéantissement de la bureaucratie stalinienne ! Pourtant, pour se consoler et pour consoler ses fidèles, Staline éprouve encore le besoin d'assurer que les trotskystes en U.R.S.S. ne sont qu'une poignée d'hommes. Cette affirmation, ainsi que toutes les autres affirmations concernant les trotskystes, est absolument fausse. Mais admettons que cela soit vrai, qu'est-ce que cela signifie ? De toute évidence cela signifie que la situation en U.R.S.S., après la « disparition des classes » et après la « réalisation du socialisme » est d'une tension presque extrême. Si une telle poignée d'hommes peut constituer un si grave danger pour la bureaucratie soviétique, cela veut dire qu'elle exprime vraiment tous les espoirs, toutes les aspirations des masses, tandis que la toute puissante bureaucratie est considérée par les masses elles-mêmes, comme un corps étranger comme un énorme bulbe parasitaire qui les suffoque et les fait dépérir.

Et en effet, c'est justement à cause de la convergence toujours plus étroite entre les besoins et les aspirations des masses soviétiques avec l'idéologie « trotskyste », d'un côté ; et l'abîme toujours plus profond entre ces mêmes masses et la bureaucratie stalinienne, de l'autre, que Staline fait retentir son cri bestial et se propose d'exterminer par le feu et par le fer tout ce qui peut exprimer conscience et volonté révolutionnaire au sein du prolétariat soviétique. Au nom de la « constitution la plus démocratique du monde » et du « suffrage universel, direct et secret » Stline se prépare à faire peser sur les masses laborieuses de l'U.R.S.S. une réaction et une terreur dix fois plus dure que celle qu'il exerce maintenant. Son propre appareil lui est devenu plus que suspect. Un nettoyage complet y sera effectué à tous les échelons.

La destitution et l'emprisonnement de son valet Yagoda, n'est qu'un commencement. Orzonikidze aussi est « mort » à temps. Sans le nommer, Staline le frappe à titre postume. Le régime stalinien en U.R.S.S. continue son évolution vers des formes toujours plus accentuées de réaction politique. Dans son discours, modestement et sans en avoir l'air, Staline s'est comparé à Napoléon. Mais c'est surtout avec les méthodes de Gengisch-Kan et de Fouquet qu'il se prépare à « gouverner » la Russie ex-soviétique.

Au point de vue extérieur, la formule de Staline : « Ecraser le trotskysme », c'est le complément nécessaire et attendu de son affirmation faite à Laval, c'est-à-dire qu'il comprend et approuve la politique de défense de l'impérialisme français.

Staline ne parle et n'agit pas seulement pour l'U. R. S. S. mais se pose aussi en conseiller et en entraîneur des ses alliés impérialistes européens.

— Ecrasez le trotskysme, leur crie-t-il, car ce n'est autre chose que le léninisme, et le léninisme c'est la révolution.

Ecrasement des forces révolutionnaires en U.R.S.S. ; écrasement des forces révolutionnaires dans les autres pays ; voilà la signification réelle du discours de Staline. Voilà pourquoi, aussi, la presse réactionnaire et même fasciste lui a fait bon acceuil.

Il est fort probable, pourtant que le trotskysme, que Staline tant de fois déjà a déclaré mort et anéanti, continuera à se développer parmi les masses jusqu'à la victoire définitive de la révolution internationale, révolution que Staline et ses domestiques ont trahi et trahissent au grand profit de la bourgeoisie « démocratique » et fasciste.

Le Gérant, AIACHE

IMPRIMERIE CERBONNET,
27, rue de la Folie-Regnault, PARIS-XIe

Le P.O.I. et le Comité d'enquête font connaître, en province, la vérité sur les Procès de Moscou

Réunion du Comité pour l'Enquête sur le Procès de Moscou.

Vendredi dernier, le groupe de Toulon avec l'aide du Comité pour l'enquête sur les procès de Moscou organisait un meeting à Toulon salle Gouvion-St-Cyr. Plusieurs organisations avaient répondues à l'appel lors de la réunion constitutive et ne s'était plus représenté depuis. Ainsi le parti socialiste qui avait promis de fournir une réponse ne prit part aucunement aux travaux du Comité. C'est donc avec les camarades du P.O.I. que put être organisé ce meeting.

400 Travailleurs avaient répondu à l'appel des organisateurs et successivement François au nom du P.O.I., un camarade arnarchiste et Gérard Rosenthal au nom du Comité pour l'enquête prirent la parole.

François s'attacha particulièrement sur le côté politique des procès et démontra que M. Staline freinait la marche en avant du prolétariat.

Un camarade arnarchiste vint au nom de son organisation apporter sa solidarité avec les camarades trotskystes.

Gérard Rosenthal au nom du Comité d'Enquête s'attacha a démontrer avec un faisceau de faits écrasants (voyage à Oslo ! Bois de Boulogne, etc.), combien au point de vue juridique, les procès de Moscou étaient une tragiquo-comédie judiciaire.

Il montra qui était Trotsky et termina en faisant appel aux travailleurs présents poor réclamer toute la lumière sur les procès de Moscou. Le sort du prolétariat mondial en dépend, dit-il à la fin de son exposé.

Quelques travailleurs présents formulèrent quelques questions auxquelles Gérard Rosenthal répondit.

Bonne réunion où la discussion fut très calme. A noter que la police nous avait lacéré nos affiches avec l'aide des staliniens et notamment dans le quartier de St-Jean-du-Var.

Ces Messieurs préfèrent-ils agir ainsisi plutôt que de se présenter devant les travailleurs et engager une discussion loyale avec ceux qu'ils appellent des agents de la Gestapo et du Mikado à l'heure même où en Espagne, les trotskystes se battent farouchement.

A la Seyne...

Le même soir à la Seyne, nous tenions dans un calme parfait une réunion. Les staliniens après avoir lacéré nos affiches comme ils l'avaient fait à Toulon préférèrent s'abstenir. Les travailleurs présents à notre réunion jugeront où est la loyauté.

Nous avons contredit Ribard, la semaine passée... Mais on nous répond en lacérant les affiches en fait d'arguments.

Le premier pas est fait à La Seyne et nous continuerons.

Le Rayon de Toulon du P.O.I. remercie le comité d'enquête sur les procès de Moscou pour son activité. Il demande que partout la parole soit portée pour faire connaître au prolétariat la vérité afin qu'il apporte son verdict.

Le Rayon de Toulon du P.O.I.

CONTRADICTION A TOULON

M. Ribard est venu faire un meeting le 26 mars à La Seyne sur « Les causes profondes du Procès de Moscou ».

Notre camarade **Rémond** apporta la contradiction devant 1.000 travailleurs malgré les tentatives d'obstruction de Bartolini. Notre camarade a été accueilli avec intérêt et son exposé fit une profonde impression. Le bourgeois Ribard se borna à reprendre les arguments de la Guépéou.

BONNE REUNION CONTRE LES ASSASSINATS DE MOSCOU

Marseille, dimanche 4 avril 1937.

Samedi, le 3 avril, à 21 heures a eu lieu la conférence contradictoire « sur le procès de Moscou », par le camarade G. Rosenthal, devant un auditoire de 300 personnes. L'auditoire était composé en majeure partie des ouvriers staliniens, socialistes, anarchistes et Amis de l'U.R.S.S. Un délégué de la Ligue des Droits de l'Homme, le professeur Platan, est venu apporter (au commencement du débat), la solidarité de son organisation.

Devant une salle très attentive, le camarade Rosenthal a pu en toute liberté développer le côté juridique et politique de la question.

Après l'exposé, le camarade François invita la salle, et en premier lieu, les représentants du Parti Communiste, à porter la contradiction.

Les militants communistes ont répondu à l'appel, mais en portant la contradiction à leurs noms strictement personnels. Ils ont avoué qu'ils voulaient user de la démocratie prolétarienne qui règne dans nos meetings, mais en même temps, en nous affirmant que la loi de la réciprocité ne sera pas appliquée pour nous !!!

Le thème général des contradictions étaient des arguments (sic) puisés dans l'**Humanité** et son pendant de la région « Le Rouge Midi ». Le manque d'éducation politique et la mauvaise foi des arguments stalinistes étaient évidents.

Dans un exposé empreint de clarté et des preuves, notre camarade a clos le débat de telle façon, que la sympathie (surtout parmi les jeunes) qui commence à germer pour nos idées, ne fera que croître.

Le Comité.

ECOLE BOLCHEVIQUE

Le premier cours aura lieu le **12 avril** et aura pour sujet :

Préambule. — Généralités sur le matérialisme historique.

Ce cours s'adresse à tous les camarades et a pour objet de doter chaque membre de l'organisation du Parti et des Jeunesses, d'un ensemble de connaissances indispensables à un militant révolutionnaire.

Il se tiendra au **Café d'Artagnan**, boul. Magenta, à 21 h. précises.

Un contrôle sera effectué. Ce cours ne sera profitable qu'à la condition d'en suivre toutes les séances.

Les camarades membres de l'organisation pourront faire venir des sympathisants, sous leur responsabilité.

Soyez assidus à notre cours, pour votre éducation bolchevique.

Pour le Parti Révolutionnaire

La Gauche Révolutionnaire va-t-elle signer son arrêt de mort?

Les décisions du Comité national mixte des Jeunesses socialistes excluant 22 dirigeants de l'aile gauche des J.S. a ouvert une période de répression acharnée contre quiconque ose se proclamer révolutionnaire.

Devant la nécessité de pousser jusque dans ses ultimes conséquences la politique d'Union sacrée, devant la nécessité en particulier de réaliser l'Unité organique, la bureaucratie réformiste ne peut plus tolérer ni l'action révolutionnaire, ni même les phrases révolutionnaires, de peur que des ouvriers sincèrement révolutionnaires prennent au sérieux les bavards et exigent d'eux des actes.

L'attitude de la Gauche Révolutionnaire en tant que courant sera avant tout déterminée par le souci de concilier la nécessité de rester dans la socialdémocratie tout en conservant l'influence sur les éléments révolutionnaires. Tout le monde est d'accord là-dessus, chez les divers responsables.

Il y a quelques semaines, la gauche apparraissait comme profondément divisée au sommet.

Si l'on essaie de déterminer les positions en présence, on en arrive à peu près à ceci : A l'extrême droite, ceux qui à l'exemple de la majorité du S. A.P. (Walcher, etc.) voient dans l'unité organique un pas en avant de la classe ouvrière ; dans les jeunesses, des éléments discrédités comme Lissansky, et probablement quelques agents du stalinisme, soutenaient cette position.

Puis, ceux qui, sans se faire trop d'illusions sur l'unité soutiennent la nécessité d'y être pour défendre leur point de vue (comme si cela était possible), Marceau Pivert subordonne toute sa « tactique » à cette nécessité.

D'autres influencés par l'idéologie de « Que faire ? » parlent en général de la nécessité d'un nouveau parti, avec un peu plus d'insistance que les autres, tout en soutenant la nécessité de rester par tous les moyens au sein des grands partis de la classe ouvrière.

Enfin, un dernier courant se dessinait à la gauche, celui des partisans de la création d'un P.O.U.M. en France, c'est-à-dire d'un parti qui grouperait un nombre important de membres (on parlait de 10 à 15.000 membres, pour commencer ! !) et qui surtout ne se couperait pas des masses (?), autrement dit qui demanderait, par exemple, son adhésion au Front populaire; jouerait le rôle honteux d'extrême gauche d'Union sacrée, mettant sa politique pseudorévolutionnaire au pas de celle des bourgeois radicaux, et combattant les trotskystes.

Mais maintenant que le problème se pose de rompre avec la socialdémocratie ou de se vautrer dans l'Union sacrée, tout le monde se retrouve d'accord au sommet. Les désaccords ne portent plus que sur la manière de capituler et la façon de faire accepter la capitulation aux ouvriers révolutionnaires, jeunes et adultes.

C'est ainsi qu'à l'Assemblée d'information des J. S. de la Seine réunie le 5 avril salle Albouy, Lalande, Weitz, et Marceau Pivert se trouvent d'accord pour inviter les camarades des J.S. à rentrer dans les sections du Parti, pour y mener campagne contre les exclusions, c'est-à-dire à renoncer à toute action révolutionnaire pour convaincre Lagorgette et Blum qu'ils ont mal interprété les statuts. L'expérience de Creil, après celle de notre lutte sur le mot d'ordre de réintégration, est pourtant suffisamment claire. A Creil, la gauche demanda l'appui sur le terrain statutaire des Fédérations de province appartenant à la droite. Le résultat fut non une augmentation, mais une perte de voix. La « manœuvre » s'est donc révélée inopérante, et a servi la bureaucratie.

Par contre la G.R. a dû donner des gages, la conséquence en a été l'engagement de discipline accepté par Lalande en son nom. Cet engagement accepté, la bureaucratie a exigé la rupture du Front unique avec la J.S.R., puis a fait les exclusions, et il est clair qu'elle ne pourrait accepter de réintégrer les exclus qu'au prix de nouvelles capitulations. Manœuvrer avec la bureaucratie, c'est vouloir jouer au plus fin avec ceux qui ont derrière eux la force de la bourgeoisie, c'est jouer au chat et à la souris quand on est la souris. En général ça ne se termine pas avant que les reins de la souris soient cassés.

En réalité, manœuvrer est synonyme de capituler ; rester dans le parti signifie descendre au niveau des Blum, des Paul Faure, des Lebas, se rouler avec eux dans la boue de l'Union sacrée. Les dirigeants de la G.R. nous diront que leur passé répond pour eux, qu'ils ont lutté contre l'Union sacrée, qu'ils continueront.

Mais votre adversaire Lagorgette, est lui aussi « contre l'Union sacrée ». Il est avant tout l'ami de Blum et pour l'amitié de Blum, il vous exclut. Bien plus, il pense qu'il faut passer sur le cadavre du stalinisme, mais il exécute les ordres de Staline, il prépare le parti unique, dont il dit ne pas vouloir et dont il sera, par amitié de Blum-Paul Faure, lesquels viennent en 10 mois de se révéler comme d'excellents amis des capitalistes de ce pays et de la bureaucratie stalinienne.

Non, les ouvriers révolutionnaires du P.S. ne veulent pas être les amis de Blum-Patenôtre-De Wendel !

C'est pourquoi il se trouve des camarades pour leur glisser à l'oreille : « Il y a moyen de s'arranger : pour ceux d'entre vous qui en ont marre de la social-démocratie, on fera un petit cercle à côté, pour discuter entre soi des problèmes de l'heure. De temps à autre on sortira de la coquille, parce qu'il le faut bien pour ne pas disparaître. Autrement dit, nous disparaîtrons de la vie politique, et n'existerons juste assez pour ne pas mourir ». Cette politique de fakir aboutit en définitive à laisser passer l'Union sacrée.

Enfin, il y a ceux qui disent : « Nous avons reculé à Creil parce que nous attendons le Conseil national et le Congrès du parti. A ce moment nous pourrons entraîner le maximum de camarades pour former un P.O.U.M. français ». Mais ces camarades ne voient pas que rompre avec le P.S., avec le Front populaire, engager la lutte contre le courant, exige une préparation politique, que l'on ne peut acquérir qu'au travers d'une lutte intransigeante contre la bureaucratie. Reculer aujourd'hui pour avancer demain, n'est pas possible dans cette période. On pouvait peut-être manœuvrer, mais sur la base d'une offensive politique. Or, jusqu'à présent, il n'y a aucune offensive. Le Conseil national approche ; on parle d'environ 80 exclusions, et on parle déjà de la nécessité de manœuvrer pour rester dans le Parti. La perspective d'un P.O.U.M. est reléguée à l'arrière plan ; personne ne fait propagande pour.

Dans cette situation, créer un parti sur des bases centristes, ou plus exactement, sans base politique sérieuse, présenterait les mêmes difficultés que nous connaissons et qu'on impute à notre sectarisme. La seule différence serait que n'étant pas soudé par une base politique commune le parti s'effriterait et livrerait la voie à la bourgeoisie. Nous verrons dans notre prochain numéro, la situation concrète à la veille du Conseil national.

Examinée sous ses différents aspects la tactique des sommets de la G.R. est celle de la capitulation devant l'Union Sacrée ; les militants qui ne veulent pas de capitulation n'ont pas d'autre voie que celle de la Quatrième Internationale. Nous leur disons : « Laissez les capitulards à leurs capitulations ! Venez édifier avec nous le parti révolutionnaire marxiste-léniniste du prolétariat français ! Venez renforcer les rangs de la Quatrième Internationale. Notre parti va bientôt rendre publique une initiative de son Comité Central, pour réaliser l'unification de tous les révolutionnaires sur la plateforme marxiste.

M. H.

Le Coin des Jeunes

Appel aux J. C.

Chers Camarades J.C.,

Ecoutez, camarades J.C., celui qui vous parle en ce moment n'est pas un étudiant ou un banquier, mais un travailleur qui subit la même exploitation.

Comme vous, camarades, j'ai été aux J.C. pendant longtemps, j'ai eu confiance en Staline.

Mais soudain, je me suis aperçu du rôle que joue Staline. A force de lire les écrits de Lénine et de tous les révolutionnaires, j'ai compris que Staline n'a rien de commun avec Lénine.

Dans les J.C., nous avons lutté longtemps contre l'union sacrée, cantre les deux ans, et voilà que soudain, on nous demande d'être pour les deux ans, on prêche l'union sacrée (réconciliation française), on renie la lutte de classes.

L'**Avant-Garde** dans son appel vous demande d'être de bons soldats dignes de la nation, de défendre la France bourgeoise contre une attaque de l'extérieur.

Lors des récentes grèves, les dirigeants des J.C. ont fait tout leur possible pour limiter le mouvement révolutionnaire qui se développe parmi les jeunes affamés.

Mais malgré toutes ces trahisons et ces capitulations la jeunesse reste révolutionnaire.

Staline accuse Trotsky d'être un fasciste, mais qui par sa politique néfaste a permis à Hitler de prendre le pouvoir, qui a signé l'alliance militaire avec Laval, qui rétablit la propriété privée ?

Le traître, c'est Staline.

Staline, dit-on, défend la révolution russe. Staline ne peut défendre la révolution russe en faisant massacrer les organisateurs de cette révolution et en mettant au pouvoir des hommes comme Maisky, Vychinsky qui du temps de Lénine étaient des contre-révolutionnaires avérés.

Thorez se proclame léniniste. Lénine était antimilitariste. Thorez vote les crédits militaires. Lénine était internationaliste. Thorez est fier d'être un français et proclame « la France forte, libre et heureuse ». Lénine était pour la lutte de classe, pour l'armement du prolétariat. Thorez pour la paix sociale. Thorez dit que ceux qui réclame la milice prolétarienne sont des agents de la Gestapo. Lénine disait « seule les partisans de l'esclavage capitaliste sont pour la démocratie bourgeoise ». Thorez dit « la démocratie c'est la Paix, la Liberté, le Pain pour les travailleurs. » Thorez et tous les hommes du Front Populaire ont dit : Le Front Populaire c'est la voie qui mènera au socialisme. Eh bien, camarades J.C., je dois vous dire qu'ont ne peut aller au socialisme en laissant étrangler la révolution espagnole, en faisant évacuer les usines, en votant l'arbitrage obligatoire, en laissant en liberté les Doriot, La Roque et compagnie. En protégeant par le concours de la police républicaine, les réunions fascistes.

On ne peut marcher vers le Socialisme en fusillant les travailleurs de Clichy qui voulaient casser la gueule aux fascistes. Au contraire, toutes ces trahisons des 2e et 3e Internationales constituent un pas considérable vers le danger.

Il n'est que temps, jeunes communistes de reprendre le Chemin de la Révolution.

Le chemin des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, qu'on vous dissimule. Il faut rompre avec les banqueroutiers de la Socialdémocratie et du Stalinisme, et reprendre le drapeau du Marxisme-Léninisme.

La Ire Internationale a été le symbole de l'esprit internationaliste. La IIe a éduqué les masses, puis a fait faillite dans l'union sacrée. La IIIe a apporté au mondel'expérience d'une grande révolution victorieuse.

La IVe, en utilisant l'expérience et en tenant compte des erreurs et des trahisons de ces dernières, fera la révolution mondiale !

Charles SASSO,
Ex-Trésorier J.C. de Julien Rupt.

CONVOCATIONS

PUPLICATIONS POPULAIRES SERVICE DES LIVRES

Ma Vie ..... 5 frs
La Révolution Défigurée .. 15 frs
L'I. C. après Lénine ..... 20 frs
La Révolution Permanente 20 frs
Histoire de la Révolution Russe, 4 volumes à 20 frs les deux premiers et 25 frs les deu xderniers vol.
La Révolution Trahie .... 18 frs

En outre nous recommandons les brochure ssuivantes :

Lénine : **L'Etat et la Révolution** ..... 4 frs
Lénine : **Karl Marx et sa doctrine** ..... 2 frs

Ainsi que le dernier livre de Victor Serge :

Destin d'une Révolution .. 18 frs

Naville 1333-80 Paris.

★ ★

P.O.I.

TRESORERIE DE LA REGION PARISIENNE

Tous les *jeudis*, de 18 à 20 heures *au local*.

IIIe Cellule. — Tous les mercredis à 20 h. 30, 45, rue Turbigo.

Cellule du Ve. — Réunion jeudi, 9 heures, 29, rue Monge.

CELLULE DU Xe

Convocation : Mercredi à 21 h., au local. Présence indispensable.

XIIe Cellule. — Permanence le dimanche, de 10 à 12 heures, 219, faubourg Saint-Antoine.

XVe Rayon. — Tous les mercredis, Cercle d'Etudes Sociales, 96, rue Saint-Charles. Métro Beaugrenelle.

P.O.I. 14e rayon. — Tous les vendredi à 20 h. 30 aux « Publications Populaires », 130, rue du Château (14e)

P.O.I. Cellule 17e. — Tous les mercredis à la « Maison des Campeurs », 123, avenue de Clichy.

XIXe Rayon. — Tous les vendredis à 21 heures, aux « Editions Po-

19e : Réunion tous les jeudis, 152, avenue J.-Jaurès.

Sortie régionale : dimanche, tous présents.

Permanence : tous les samedis à partir de 14 h., 49, faubourg Saint-Martin.

Nous convions tous les camarades à assister à la **Réunion de Sympathisants** organisée par le 14e Rayon du P.O.I., le 2 avril à 20 h. 30, aux « Publications Populaires », 130, rue du Château (14e).

Sujet : Le bilan du Front Populaire. Orateur : Clair.

XXe Cellule. — Le vendredi à 20 h. 30, réunion cellule, 44, rue du Borrego. Tous les dimanches matin, à 9 h. 30, rue du Borrégo pour vente du journal.

BANLIEUE

CHOISY-LE-ROI. — Permanence tous les dimanches matin, 10 heures à midi, au café, 9, rue Carnot.

SAINT-DENIS. — Tous les jeudis, à 21 heures, 38, boulevard Jules-Guesde, réunion cellule.

Sceaux. — Tous les mardis réunion de cellule à 20 h. 45. Lieu habituel.

JUVISY-SUR-ORGE. — Les journaux *La Lutte Ouvrière* et *Révolution* sont en vente au kiosque, face la gare, côté cairie, à Juvisy.

CELLULE DE LEVALLOIS. — *Levallois :* réunion mercredi à 20 heures 30, chez Jean-Jean, 73, rue de Valier.

PROVINCE

NOUZONVILLE. — Pour tous renseignements, écrire à Michon, à Levrézy et à Marchal, à Nouzonville

MARSEILLE. — Rayon P. O. I. Permanence tous les dimanches, de 11 heures à midi, Civette Noailles, 16, Marché des Capucines.

LYON. — P. O. I., permanence tous les samedis de 15 h. à 19 h., au siège, 17, rue d'Alger (à 15 minutes de la gare de Perrache). Réunion du rayon tous les vendredis au même lieu.

TOULON. — Permanence tous les samedis à partir de 20 heures, à la Vivette Louis, Place Puget.

AMIENS. — Permanence au Foyer du Front populaire, 14, place Vogel, Amiens, le samedi, de 17 à 20 heures.

Lille. — La Lutte Ouvrière est en vente au débit de tabacs de la rue Neuve. Permanence le jeudi de 18 à 19 heures au 4, place Sébastopol.

NIMES. — La *Lutte Ouvrière* est en vente régulièrement au *Tabac-Journaux*, 38, boulevard Victor-Hugo. *Tabac-Journaux*, 80, boulevard Gambetta.

VILLEURBANNE. — Réunion cellule dimanche, 149, rue F.-de-Pressenssé, café Boule Pressenssé.

La *Lutte Ouvrière* est en vente dans tous les kiosques de Lorient et chez M. Pin, libraire, rue des Fontaines.

J.S.R.

COMITE REGIONAL PARISIEN. — Tous les mardis, 21 heures, au local.

IVe Cellule. — Tous les vendredis, de 21 heures à 23 heures, 48, rue des Archives.

XIIe Cellule. — Tous les mercredis, 219, faubourg Saint-Antoine.

XIIIe Cellule. — Tous les vendredis, 173, boulevard de la Gare.

J. S. R. 17e Cellule, Batignolles. — Tous les jeudis « Maison des Campeurs », 123, avenue de Clichy.

J. S. R. 17e Cellule, Epinettes. — Tous les vendredi (même adresse).

XIXe Cellule. — Tous les mercredis, à 21 heures, aux « Editions Populaires », 152, avenue Jean-Jaurès (19e). *Rendez-vous :* Dimanche matin, 9 heures, vente du journal au 6, place du Combat (19e).

XXe Cellule. — Tous les mercredis, 44, ru de Borrégo.

COLOMBES. — Tous les vendredis, 15, rue Henri-Barbusse.

LYON. — Permanence tous les samedis de 15 h. à 19 h., au siège, 17, rue d'Alger.

Pionniers Rouges

Pionniers rouges : Permanence centrale tous les samedis à partir de 14 h. 49, faubourg St-Martin.

Collectif 19e : Réunion tous les jeudis à 8 h. 30, 152, avenue Jean-Jaurès.

Collectif 13e : Réunion jeudi à 8 h. 30 96, rue St-Charles (15e)